

ADRESSE

A

L'ASSEMBLEE NATIONALE,

Portant plaintes & dénonciation contre le Sieur d'ANDRÉ, Député de la Ville d'Aix, accusé avec preuves authentiques, comme Calomniateur, Traitre à la Patrie & Conspirateur public.

Par M. BLANC-GILLI, de Marseille,

Administrateur au Département des Bouches du Rhône, ci-devant Officier Municipal.

Messeigneurs;

L'événement tragique de la mort de M. de Beausset, Major du Fort Saint-Jean, a été le prétexte qui a si bien servi les ennemis de notre Ville, & qui leur a fait vomir le poison de leurs calomnies

THE NEWBERRY

contre la généralité des Citoyens & des Officiers Municipaux, dont la conduite est, jusqu'à ce mo-

ment, digne d'estime.

Dans la foule de ces perturbateurs du repos public, le sieur André, Député de la Ville d'Aix à votre auguste assemblée, est celui qui s'est le plus signalé par ses distamations. Je viens à ce sujet, Messeigneurs, déposer dans le sein de votre sagesse des plaintes graves qui portent avec elles leur témoignage. Daignez m'accorder un de vos momens, pour peser une réclamation contre un homme qui n'a sçu emporter de Marseille d'autre dévouement que celui du mépris & de l'exécration publique. Il est bien malheureux, sans doute, pour mes Concitoyens, d'avoir à se dire que ce perfide a fait verser la mesure des attentats qui justifient leur anathêmes, mais rien n'est comparable à la peine de ceux qui, appellés aux charges administratives, jaloux d'en remplir les fonctions en homme de bien, se voient forcés de s'arrêter un instant au milieu de leurs travaux pour repousser ses calomnies. Si j'ai tardé jusqu'à ce jour de faire entendre le cri de mon cœur ulcéré, c'est que j'ai attendu de connoître les nouveaux griefs dont il devoit, disoit-on, nous accabler. Le tems de mon attente est à son terme ; celui de ma plainte ne peut prescrire.

Cet ennemi public, intime confident des Catilinas, qui, pendant huit mois avoient désolé notre Ville par des forsaits qui menaçoient la France entiere d'une contrerevolution; ce misérable conspirateur, qui s'est tant agité pour faire exterminer un grand peuple, & qui en sût venu à bout, si la nullité de ses talens & sa pusillanimité n'avoient sait avorter

les tentatives de sa malice; cet ennemi public, dis-je a voulu se mêler de vous faire un recit & de la mort de M. de Beausset, & de la démolition de nos forteresses. Impatient de saisir l'occasion qui lui fembloit propice pour surprendre votre religion & obtenir un décret de rigueur qui pût nous perdre, il ne s'est pas mis en peine d'écrire à Marseille, & de s'y faire instruire des dépendances des événemens ; il a fabriqué, à fa maniere, un ensemble de faits & vous a débité une relation, où non-seulement il n'y a pas un mot de vrai, où il n'y a pas même rien d'approchant des choses qui se sont passées : mais où il ose encore porter les accusations les plus atroces contre ceux qui se sont conduits avec la plus grande sagesse. Ainsi cette tribune, qui fut si souvent honnorée des sublimes projets qu'on y annonçoit pour le bonheur de l'humanité, cette tribune qui tant de fois nous a rappellé la mémoire des Cicerons & des Rutilius, a été souillée, aville par les fureurs d'un ignorant qui, dans le délire de son orgueil, se promettoit d'écraser les Administrateurs d'un grand peuple. & ce peuple luimême.

J'ose l'avouer, Messeigneurs, le recit du Sieur André n'est point encore essacé de votre souvenir; vous vous rappellez qu'après vous avoir fatigués de toutes les noirceurs qu'il attribue à la Municipalité de Marseille & à l'universalité de ses Citoyens, il vous a dit que la mort de M. de Beausset avoit été conspirée par quelques-uns des Officiers Municipaux; il vous a dit par deux sois, avec une affirmation soutenue, que ce Major avoit été massacré entre deux Officiers Municipaux, & il a ajouté, que bien

A 2

loin de lui accorder la protection qu'ils affectoient de lui affurer, ces mêmes officiers avoient donné le fignal du massacre & trempé leurs mains dans son sans. Mensonge épouvantable! mensonge

atroce qui remplit mon ame d'effroi!

J'étois l'un de ces officiers municipaux nommé par le conseil général à la commission qui ordonnoit le rapport de l'état des Forts & des munitions de guerre qui s'y trouvoient en magasins. Le jour fixé pour ce rapport sut malheureufement le jour de la catastrophe que je vous rappelle; par conséquent l'accusation portée par le Sr. André tombe sur moi & sur mes collegues de commission: elle est l'objet de ma douleur &

de ma plainte.

Si ma défense dépendoit d'un concours de témoignages, cent mille voix s'éleveroient contre la calomnie du Sr. André; mais vous connoissez déjà, Messeigneurs, toutes les circonstances de cette mort tragique; il ne me reste donc qu'à vous citer quelques particularités de mon verbal de visite dont votre comité de rapports a loué la scrupuleuse exactitude; il y est dit que quand je fus sorti du Fort accompagné de douze gardes nationales, avec le dépôt des clefs, j'étois à peine arrivé devant la Patache du Quay Saint-Jean, qu'un officier inconnu vint m'annoncer la scené affreuse qui se passoit à quelques pas de-là, me disant, que 'le Sr. de Beausset venoit d'être massacré & avoit eu la tête coupée; il y est dit qu'à cette nouvelle je retrogradai sur ma route, & donnai ordre à mon escorte de m'ouvrir la foule devant la petite rue de la consigne, où je

passai pour ne point voir ce spectacle d'horreur. Ce fait est bien différent du récit de M. André: & il ose vous dire que j'ai trempé mes mains dans le sang de cet homme! Ici, Messeigneurs, je ne puis vous cacher le déchirement de mon ame; la douleur qu'elle éprouve est au-dessus de toute expression. Croyez que je suis un ami de l'humanité, & non un assassin. La mort de M. de Beausset n'a pas été méditée; comment pouvoit-elle être prévenue ? Si j'avois apperçu la moindre trace du projet de l'assassiner, soyez bien assurés, Messeigneurs, que j'aurois pris des moyens pour le fauver, & que j'y aurois réussi; je l'aurois consigné dans sa maison; j'aurois gardé moimême sa porte, & je n'aurois pas craint de m'exposer. Depuis long-temps les injustices des méchants m'ont rendu assez indissérent pour la vie, & dans ces époques de la grande révolution qui s'opére, les persécutions qu'ils ont assouvies fur moi m'en ont presque donné du dégoût ; mais je n'ai pu prévoir l'heure fatale de cet homme. Le coup qui l'a frappé a été aussi prompt que la foudre; il a couru lui-même au-devant de sa destinée : il a péri d'une mort esfroyable, & si quelque chose peut en faire oublier l'horreur, c'est de se dire qu'il n'a été que trop coupable. Vous aurez vu à la suite de mon verbal des témoignages sûrs des noirs projets qu'il n'a pas dépendu de lui d'exécuter, pour ensevelir, sous ses propres ruines, la troisseme ville de l'Empire - Français.

Après cet exposé de ma plainte & de ma justification contre une calomnie particuliere, je ne saurois passer sous silence une autre calomnie du Sr. André; elle n'est pas moins cruelle que la premiere; elle attaque le Corps municipal dont j'ai l'honneur d'être membre. Je me dois une seconde justification: en voici les preuves frap-

pantes.

Le Sr. André prend occasion de la démolition de nos forteresses pour nous taxer tous de rebelles & de brigands; ainsi, selon lui, le peuple de Marseille est un peuple de révoltés, & les officiers municipaux conduisent avec lui les ressorts de la rébellion. Nos lettres vous ont fait connoître toutes les dépendances de cette démolition de nos bassilles; j'ajouterai quelques réslexions échappées, qui acheveront de consondre notre dissangeur.

La démolition de nos forteresses, quant à la partie qui foudroyoit la ville, étoit depuis longtemps le vœu général de toute la cité. Ce vœu étoit bien naturel, bien juste; le raisonnement le plus simple va le justifier. Il n'y a que deux circonstances, où l'on pût oser se déterminer à faire usage de ces boulevards exterminateurs; supposons-les arrivées, ces circonstances: la premiere est celle où un ennemi étranger se seroit emparé de la ville; feroit-il juste que pour le repousser on réduisît en cendres les maisons & l'asyle des citoyens? Il n'est que trop vrai cependant que la Politique barbare du despotisme faisoit entrer dans fes calculs la destruction des Peuples & des Villes. Ah! que la honte en retombe fur le féroce orgueil des Ministres & des guerriers ambirieux. La feconde circonstance seroit celle où il

(7)

s'agiroit de réduire un peuple révolté; ces moyens ne seroient ils pas une atrocité digne de la vengeance du Ciel, que de confondre au milieu du carnage l'innocent avec le coupable, le Citoyen armé & le jeune Enfant au berceau? Il est donc démontré que dans aucune circonstance & pour aucun motif, les boulevards de guerre battant les Villes ne font autre chose qu'une violation au droit du Citoyen, & que leur seule vue doit nous forcer à maudire la mémoire de ceux qui les ont élévés. Ces considérations que je me fis en moi-même, déterminerent mon opinion dans le Conseil-général de la Commune, lorsqu'on y proposa la démolition des Forts. Je vais rendre compte des derniers motifs qui nous fixerent unanimement à l'infirmative.

Vous vous rappellez, Messeigneurs, que nous nous transportâmes en corps Municipal à la Citadelle Saint-Nicolas, à l'heure même qu'on nous apprit qu'un peuple immense y travailloit à la démolition des boulevards battant la Ville; vous favez que desirant d'obtenir votre aveu à ce sujet. nous réussimes par la douceur & la persuasion à faire consentir les travailleurs à suspendre leur entreprise & même à fortir avec nous de la Citadelle; vous favez encore qu'ils revinrent à leur ouvrage quelques heures après. Quel parti nous restoit-il à prendre dans cette circonstance? Nous ne pouvions pas nous tirer de cette alternative, ou de publier la Loi Martiale, ou de nous rendre aux élans de ce zèle qui réclamoit l'exécution noninterrompue du vœu le plus juste & le plus naturel. Où en serions-nous aujourd'hui? Où en se-

roit Marseille & son grand Peuple, si nous avions été assez malheureux de nous décider à publier la 1 oi Martiale? Vous ne pouvez pas en douter, Messeigneurs; Marseille n'existeroir plus & le sang de ses Citoyens, sans exception d'un seul, en auroit arrosé les ruines. Cent mille voix réclamoient la démolition, d'autres Citoyens étoient contraires à ce vœu, ou par indifférence ou par haine bien déclarée contre l'ouvrage de notre Régénération. Au ptemier fignal que nous aurions donné dans la Citadelle, le Citoven auroit fait feu sur son Concitoyen, à l'instant le carnage se seroit propagé dans la Ville & à la fin, quinze à vingt mille Matelots de toutes les Nations seroient sortis du Port pour profiter de nos dépouilles, & auroient achevé le massacre de ceux qui auroient pu échapper à la guerre civile; voilà comment se seroit achevée la grande tragédie de tout un Peuple exterminé....... Grand Dieu! nous avons fauvé notre Patrie par un effet de notre fagesse & nous sommes indignement calomniés; nous avons confervé à l'Empire des Lys, le plus beau fleuron de fa couronne, & un homme aussi fourbe qu'ignorant, homme vendu des long-temps à l'iniquité, n'a pas tremblé de nous qualifier de brigands à la face de l'univers séant à la Tribune de l'Auguste Assemblée de la Nation. Ah! c'en est trop pour vous inspirer les sentimens d'horreur que mérite une si grande scélératesse, mais ce n'est pas assez pour vous faire connoître combien est digne de votre protection celui qui a souffert l'outrage. Il vient un temps, lorsque le crime a fait verser la mefure de son audace, il vient un temps que l'innocence calonniée est forcée de se désendre, c'est alors qu'elle doit se couvrir du bouclier de ses bonnes actions & du manteau de sa vertu.

. Une question déterminante se présente ici d'ellemême. Qui est-il ce M. André qui a osé calomnier tout un Peuple, & taxer de brigands fes Officiers-Municipaux? Je le dirai avec cette affurance imperturbable qui n'appartient qu'à la vérité; le sieur André est un perside, un traître à la Patrie & un conspirateur public. Si ses calomnies atroces que je viens de dénoncer n'en étoient pas des preuves suffisantes, daignez-vous rappeller, Messeigneurs, de cette Adresse qu'il vous écrivit de Marseille, Adresse que vous rejettâtes avec mépris parce qu'il y disoit avoir demandé à notre ancien Conseil Municipal de donner protection & afyle dans nos murs à tous ceux qui étoient fortis du Royaume depuis les événemens de la révolution, c'est-à-dire, de rappeller tous les mauvais citoyens qui fuyoient le châtiment, auquel leurs attentats contre la Patrie les dévouoit. Je garde en moi-même bien d'autres preuves de ses conspirations. En voilà assez pour faire connoître ce méchant homme. Qui suis-je moi qu'il qualifie d'assafsin? L'esquisse rapide de ma conduite va me faire connoître.

Ami de la Paix & de mes semblables, je partageai tous les jours de ma vie entre le soin de mes affaires, les charmes de l'étude & les épanchemens de l'amitié. Bientôt ma pensée se fixa toute entiere sur les excès des méchants, sur l'immensité des abus qui m'annonçoient l'époque peu éloignée de notre Régénération. Attentif aux évé-

nemens qui précéderent l'aurore de ce beau jour j'ambitionnai d'y prendre part selon la mesure de mes forces en tout ce que le civisme le plus pur pouvoit avouer; je confacrai de longues veilles à cette ambition si louable. Inscrit dans la ligue immortelle des défenseurs de la Patrie, je dévoilat des vérités fâcheuses aux ennemis du bien public, j'en découvris de confolantes que des génies diftingués honorerent de leurs suffrages. Admirateur de ce nouvel ordre de choses qui hâtoit les progrès de la révolution, je me montrai contraire à ceux qui vouloient arrêter sa marche. Une infernale conspiration devoit éclater à Marseille pour se répandre de-là sur toute la surface du Royaume & forger de nouvelles chaînes à la Nation, je coopérai souvent à déjouer les traîtres. Oui, j'ai contribué pour beaucoup à empêcher cette contrerévolution qui de nos murs auroit gagné jusqu'à la Capitale.

Nommé Electeur des Communes par mes Concitoyens & appellé aux affaires publiques, je portai dans les Confeils ces principes austères qui rendent inébranlables les amis de la vérité, & je prouvai quelquesois que la présence des Rois même, ne

m'auroit jamais fait trahir la bonne cause.

La cohorte des traîtres se déchaîna contre moi ; je sus cruellement persécuté par des calomnies par des tentatives d'assassinat , à la fin je le sus par décret de prise-de-corps. Ici , Messeigneurs , je vous rappelle les scélératesses prévôtales , dont je suis l'une des victimes. Je sus proscrit & poursuivi à main armée pour avoir publié des idées de conciliation , pour avoir protesté contre une Loi

qui devoit infliger la peine de la prison sur une simple faute de discipline milicienne; ainsi les sentimens les plus louables, les actions les plus généreuses, les efforts que je déployai pour soutenir la dignité de l'homme, m'attirerent la proscription & me bannirent de ma Patrie. Errant & fugitif je me jettai dans le sein de votre justice; mes plaintes vous apprirent comment les conjurés oferent violer mon asyle dans le silence de la nuit, comment ils se montrerent à la tête d'une Armée, brisant les portes, répandant après eux l'épouvante & l'effroi, sans pitié pour mon épouse presque mourante. Je ne vous parlerai pas davantage de la durée de mes maux & des pertes énormes qu'ils me causerent : ces vexations inconcevables ne vous paroîtroient-elles pas des fantômes, lorsque moi-même qui en ai fenti les rigueurs, n'ai pu jusqu'à ce jour en croire la réalité.

Rendu à ma famille par la protection d'un de vos décrets qui me restitue le droit naturel de poursuivre mes ennemis; je me suis vu appellé aux fonctions pénibles d'Officier-Municipal. Je me fuis assis à ma place avec le desir d'être utile, j'ose me flatter d'y avoir réussi. Vous en jugerez

Messeigneurs.

Sans vous retracer l'immensité de nos sollicitudes & de nos fatigues, sans vous faire la trèslongue énumération des événemens publics qui se fuccédent à chaque heure, je ne vous parlerai que des moindres occupations qui absorbent tous nos moments par un effet de cette subversion générale qui suspend la marche de la chose publique. Accueillir les pétitions de tous les Corps, les plain-

tes intarissables des Citoyens de tous les états, surveiller & prévenir les attentats des ennemis publics, protéger des soldats indignement mutilés pour la seule cause de leur civisme, ramener par la douceur ceux qu'un esprit de légereté a fait déserter leurs drapeaux : Voilà en général les plus petites occupations de la Municipalité de Marseille. Nous nous y livrons avec ardeur felon la mesure de nos forces; & je puis déclarer à mon particulier, que l'heure même de mes repas n'est pas une heure de relâche, ni ma maison un asyle de repos, après tant de sollicitudes. A la vérité, j'en ai été dédommagé par la douce consolation d'avoir pacifié des ennemis, d'avoir terminé, ou comme médiateur, ou comme arbitre, un nombre infini d'affaires difficiles, dont quelques unes d'importance, ont sauvé, par leur décisson, la paix & la fortune des familles.

D'après cette idée rapide de nos fonctions, veuillez bien dire, Messeigneurs, s'il n'est pas assreux d'être encore accablés, d'un surcroît de peines étrangeres, & surtout du fardeau de la calomnie, qui froisse & désole les ames sensibles. C'est au milieu de tant de travaux, que nous fommes atteints de la rage inextinguible du sieur André; c'est après avoir essuyé tant de persécutions, tant de tempêtes & d'orages, qu'arrivé au port de salut je suis encore agité par le vent de la calomnie; ce méchant homme ose nous traiter de brigands, & moi particulièrement d'assassin.... Ah! celui qui a tant mérité d'accumuler la rigueur des loix sur sa tête n'est pas digne d'en proposer à la Nation, il a trop mérité d'être chasse d'un rang qu'il a déshonoré.

Daignez, Messeigneurs, m'accorder la justice & la réparation que je réclame contre le Sieur André; votre sagesse pesera la grandeur du crime, & pro-

noncera fur la peine.

Je réfume mes titres & les motifs de ma réclamation. J'ai aimé la révolution qui s'opere, que j'ai prédite par le calcul des excès de la corruption. de cette corruption universelle qui, foulant aux pieds tous les droits de l'humanité, ne distribuoit la fortune & les dignités publiques qu'aux vils esclaves ou aux infames créatures de la proftitution, & rejettoit l'homme de bien, en lui faisant de ses vertus un' tirre irrévocable d'anathême. Je l'ai défendue cette immortelle révolution, je l'ai défendue au péril de ma vie-, au prix de mon repos, de ma fanté, de ma fortune & de ma liberté. J'ai tout perdu pour la défendre, hors l'honneur & l'estime des vrais amis de la Patrie. J'ai été appellé aux affaires publiques, j'y ai porté mon zèle, ma conscience, & je m'y suis livré sans relache. Elevé aujourd'hui à un poste très-éminent, j'y vais monter avec toute ma vigilance. Ami de l'homme juste & son admirateur, mon cœur me dit que je ne cesserai jamais de rendre hommage à ses vertus. Fatigué du regne odieux de la turpitude, je sens aussi que je la poursuivrai & que je la dénoncerai par-tout où je la verrai s'introduire: car l'esprit qui vous a guidés quand vous avez multiplié les Agents de toutes les administrations, me dit affez que vous avez voulu créer des surveillans. Jusqu'à ma derniere heure, je serai ce que j'ai été; je servirai ma Patrie, je défendrai le nouvel ordre de choses qui régénere la Nation, & j'ose dire que les anciens abus ne reviendront ja-

mais, tant que dans chaque grande Ville il restera dix hommes aussi indifférens que moi pour la vie si & aussi admirateurs de la vertu. Si je suis ainsi; attaché aux devoirs du bon Citoyen; s'il est vrai que jusqu'à ce jour je les aie remplis avec zèle. fans autre but que le plaisir de faire le bien & d'acquérir la bienveillance des ames honnêtes, j'ai droit de demander au-moins la tranquillité de l'esprit, ie crois de l'avoir méritée. Toute l'Europe a lu les injures, les calomnies du Sieur André, elles tombent sur moi particulièrement ; de semblables horreurs déchirent une ame sensible. Vous le savez, Messeigneurs, vous êtes placés sur un théâtre si élevé, que rien n'échappe de vos paroles: eh! si l'un de vos Membres se permet de maltraiter, de diffamer celui que vos loix ont appellé aux fonctions les plus respectables; si de pareils attentats restent impunis, où trouvera-t-on désormais des Citoyens qui veuillent accepter à ce prix les charges publiques ? L'équité & la vérité regnent au sein de votre auguste assemblée, Messeigneurs; l'outrage fait à l'homme public ne peut se pardonner : celui dont ie me plains est sans exemple, Je vous en demande justice : j'ai rempli mon devoir, je suis tranquille. Vous êtes mes défenseurs & les Représentans de la Nation.

Marseille ce 3 Juillet 1790.

BLANC-GILLI, Administrateur at Département des Bouches du Rhône.

A MARSEILLE, de l'Imprimerie de P. Ant. FAVET.
Imprimeur du Roi & de la Ville, rue du Pavillon.

